

des propositions de négociation sur les subventions/mesures compensatoires d'ici à juin 1989.

- . Services - Lors de la réunion du Groupe de négociation sur les services (GNS), qui a fait suite à celle du CNC, il a été convenu, à titre de suivi au cadre de négociation sur le commerce des services, de mettre à l'essai les règles et principes de ce cadre en examinant les télécommunications, le bâtiment, les transports, le tourisme, les services professionnels et les services financiers, y compris l'assurance. Cet essai ne préjuge pas de la portée véritable d'un accord multilatéral.
  - . Arrangements institutionnels - Projet de modèle pour les rapports par pays en ce qui concerne le Mécanisme d'examen des politiques commerciales devant être terminé d'ici au 30 juin 1989; le Directeur général du GATT doit rendre compte d'ici au 1<sup>er</sup> septembre 1989 des discussions qu'il aura eues avec le FMI et la Banque mondiale afin d'en arriver à une plus grande cohésion dans l'établissement de la politique économique internationale.
9. Lorsque le ministre du Commerce extérieur a rencontré ses homologues des provinces le 17 avril, ces derniers se sont réjouis du consensus obtenu au CNC concernant le cadre devant présider à la réforme à long terme des échanges agricoles et le déblocage d'autres questions à l'ordre du jour des NCM. Le Comité fédéral-provincial des NCM a continué à tenir régulièrement des consultations entre la réunion de Montréal et la réunion du CNC en avril en s'intéressant plus particulièrement à l'agriculture, à l'accès aux marchés, aux services ainsi qu'aux subventions et mesures compensatoires.
10. Le Comité consultatif du commerce extérieur, les groupes de travail de ce comité chargés des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie et du Pacifique de même que ceux chargés de la propriété intellectuelle et des questions institutionnelles du GATT, ont continué de fournir au gouvernement les vues et l'apport du secteur privé. Les treize groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) se préparent eux aussi activement à conseiller le gouvernement sur les obstacles qui entravent l'accès aux marchés et sur d'autres questions commerciales qui intéressent leurs secteurs respectifs.